



**MUSÉE DU QUAI BRANLY  
JACQUES CHIRAC**

Etablissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac  
222, rue de l'Université CS60851  
75281 PARIS

**MARCHE ALLOTI DE TRAVAUX POUR LE  
REAMENAGEMENT DE BOITES ET DE VITRINES DU  
PLATEAU DES COLLECTIONS DU  
MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
COMMUN**

## SOMMAIRE

1.	LE MUSEE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC .....	3
2.	PRESENTATION DU MARCHE .....	4
3.	FORME ET DUREE DU MARCHE .....	6
4.	LIEUX D’EXECUTION DU MARCHE .....	6
5.	HORAIRES D’OUVERTURE DU MUSEE ET HORAIRES DE TRAVAIL DU PERSONNEL .....	6
6.	CLASSEMENT DE L’ETABLISSEMENT .....	7
7.	ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	7
8.	INTERVENANTS.....	8
9.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	12
10.	PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA REALISATION DES PRESTATIONS .....	13
11.	DELAIS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	15
12.	PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE .....	17
13.	OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE.....	18
14.	CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS .....	19
15.	PREPARATION – COORDINATION – EXECUTION DES TRAVAUX .....	21
16.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	30
17.	DISPOSITIONS FINANCIERES.....	33
18.	MODALITES DE REGLEMENT .....	36
19.	PENALITES.....	38
20.	REPARATION DES DEGATS.....	40
21.	RESILIATION .....	40
22.	ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS .....	41
23.	PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE.....	43
24.	PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL .....	43
25.	SOLIDARITE .....	44
26.	DISPOSITIONS DIVERSES .....	44
27.	REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	44
28.	DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX .....	45

# 1. LE MUSÉE DU QUAI BRANLY – JACQUES CHIRAC

## 1.1 Présentation

Etablissement public à caractère administratif, le musée du quai Branly - Jacques Chirac a pour mission de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser les connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou en qui en sont héritières et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Il s'agit de répondre par la diversité des offres à celle des publics, de développer une pratique nouvelle des relations internationales avec les pays d'origine, de rendre accessibles des collections exceptionnelles, de proposer un centre de ressources, de recherche et de formation, de disposer d'un lieu d'expression des cultures vivantes, de permettre l'évolution du concept fondateur du projet, d'organiser un dispositif technique et administratif adapté.

Musée d'arts et de civilisation, il a une double vocation, conservation et présentation des collections d'une part, contribution à la recherche et à l'enseignement d'autre part.

## 1.2 Diversité – Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité professionnelle » délivrés par l'AFNOR. Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur du Label « Egalité Femmes/Hommes ».

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le musée du quai Branly – Jacques Chirac s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le musée du quai Branly – Jacques Chirac souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature du contrat le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère de la Culture.

Ce questionnaire prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si la personne publique lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du contrat. Le représentant de la personne publique compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

## 2. PRESENTATION DU MARCHÉ

### 2.1 Objet du marché

Le présent marché alloti a pour objet les travaux de rénovation de plusieurs espaces du Plateau des Collections (PC) du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Les zones de chantiers sont situées sur le plateau des collections, au niveau deux (2) du musée du quai Branly-Jacques. La zone de chantier est située

Le projet de travaux se décompose en quatre sous-projets, s'inscrivant à plusieurs endroits du plateau des collections du musée :

- Projet Boîte Inde (B08)

Ce projet a pour objectif le remplacement complet des vitrines avec une modification importante de la scénographie.

- Projet Boîte Chine (B10)

Ce projet a pour objectif le remplacement complet des vitrines.

- Projet Amérique

Ce projet a pour objectif la modification de trois (3) vitrines lutrins visant à les faire passer d'une position oblique à une position verticale ainsi que le remplacement de deux (2) lutrins par des vitrines à fond mobile.

- Projet 3 Vitrines

Ce projet a pour objectif la mise en place d'ouvrants en remplacement des panneaux verriers existants.

Les détails techniques des prestations sont précisés dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) propres à chacun des lots.

### 2.2 Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés des lots séparés
1	Installation de chantier – dépose – CEA
2	Métallerie Serrurerie
3	Vitrines

4	Courant fort (CFO) – Courant faible (CFA)
5	Sprinklage
6	Eclairage

Les prestations contenues dans chacun des lots sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Le lot n°3 est le lot principal.

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

## 2.3 Tranches optionnelles

**Deux lots comportent des tranches.**

**Le lot 2 Métallerie Serrurerie** est composé d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

La tranche optionnelle n°1 du lot 2 prévoit la fourniture et la pose de cornières afin de cacher et intégrer les rails de spots verticaux dans la zone Amérique. La description détaillée des prestations attendues est prévue à l'article A.II.4. CCTP du lot 2.

**Le lot 6 Eclairage** est composé d'une tranche ferme et de cinq tranches optionnelles.

La tranche optionnelle n°1 du lot 6 prévoit l'installation de rails et de projecteurs pour vitrine murale AM012-13-14 de la zone Amérique. La description détaillée des prestations attendues est prévue à l'article D.I.1.1. du CCTP.

La tranche optionnelle n°2 du lot 6 prévoit le remplacement et l'installation de rails et de projecteurs pour la vitrine murale AM016 de la zone Amérique. La description détaillée des prestations attendues est prévue à l'article D.I.1.2. du CCTP.

La tranche optionnelle n°3 du lot 6 prévoit l'installation de rails et de divers accessoires pour la vitrine en U de la zone Inde. La description détaillée est prévue à l'article D.I.2.1. du CCTP.

La tranche optionnelle n°4 du lot 6 prévoit l'installation de rails et de divers accessoires pour la vitrine SILO de la zone Inde. La description détaillée est prévue à l'article D.I.2.2. du CCTP.

La tranche optionnelle n°5 du lot 6 prévoit l'installation de rails et de divers accessoires pour la vitrine latérale droite AS020 de la zone CHINE. La description détaillée est prévue à l'article D.I.3.1. du CCTP.

Ces tranches pourront respectivement être affermies indépendamment les unes des autres. La décision d'affermissement devra être obligatoirement signée par une personne en mesure d'engager financièrement l'établissement et mentionner spécifiquement la ou les tranches affermies. Aucun autre document ne sera susceptible d'affermir l'une des tranches précitées. Cette décision expresse d'affermissement sera notifiée au titulaire du lot concerné.

La ou les tranches optionnelles affermies pourront se superposer à la tranche ferme et/ou entre elles.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit dans la notification de la décision d'affermissement ne sera due en cas de non-affermissement pour l'une ou l'autre des tranches optionnelles.

## 2.4 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché n'autorise aucune variante obligatoire ou facultative ni prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

### 3. FORME ET DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement propre à chaque lot. Ce prix est détaillé au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Chaque lot est conclu pour une durée qui commence à courir à compter de sa date de notification au titulaire pour s'achever au terme du délai d'un (1) an à compter de la réception sans réserve des travaux.

La durée prévisionnelle du lot 1 est de seize (16) mois.

La durée prévisionnelle du lot 2 est de seize (16) mois.

La durée prévisionnelle du lot 3 est de onze (11) mois.

La durée prévisionnelle du lot 4 est de seize (16) mois.

La durée prévisionnelle du lot 5 est d'un (1) mois.

La durée prévisionnelle du lot 6 est de douze (12) mois.

### 4. LIEUX D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les travaux réalisés au titre du présent marché se dérouleront au musée du quai Branly – Jacques Chirac situé au 222 rue de l'Université CS60851 - 75281 PARIS.

### 5. HORAIRES D'OUVERTURE DU MUSEE ET HORAIRES DE TRAVAIL DU PERSONNEL

Les horaires du chantier seront fixés par le règlement intérieur du musée, en annexe 1 du présent CCAPC. Le titulaire pourra intervenir au-delà des horaires indiqués dans ce règlement, à condition d'en faire la demande au préalable au maître d'ouvrage qui devra la valider. Cela ne pourra donner lieu à une quelconque majoration de prix.

A titre d'information et en dehors de toute fermeture exceptionnelle, pour le site situé au 222 rue de l'Université, 75007 PARIS, les horaires sont les suivants :

ESPACES PUBLICS : horaires d'ouverture du musée au public :

- Le mardi, le mercredi, le vendredi, le samedi et le dimanche : de 10h00 à 19h00.
- Le jeudi : de 10h00 à 22h00.
- Le jardin est ouvert entre 9h15 et 19h30 le mardi, le mercredi, le vendredi, le samedi et le dimanche et à 22h15 le jeudi.
- Jour de fermeture hebdomadaire : lundi, à l'exception des vacances scolaires toutes zones (vacances d'hiver, de printemps, Toussaint, de Noël).
- Jours de fermeture annuels : les 1<sup>er</sup> mai et 25 décembre.
- 

ESPACES ADMINISTRATIFS : Horaires de travail

- Du lundi au vendredi : de 8h00 à 20h00.

AIRE DE LIVRAISON :

Hauteur max : 3,5 m.

- Du lundi au vendredi : de 7h00 à 19h00.

Ces horaires sont susceptibles d'évoluer. Le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix ni à aucune indemnité de ce fait.

Pendant les horaires d'ouvertures aux publics il sera refusé d'évacuer et ou d'amener des objets de grandes dimensions. Cela pourra se faire le matin avant l'ouverture au public.

#### **Contraintes liées à des tournages**

Le MQB indique qu'il convient de prévoir pour chaque entreprise 5 demi-journées de jour non travaillés sur site avec un délai de prévenance de 2 jours en amont pour ne pas intervenir sur le chantier en cas de tournage de manière exceptionnelle.

#### **Livraisons et approvisionnements**

L'acheminement se fera par l'accès livraisons. Toute livraison devra faire l'objet, 24h à l'avance, d'une demande au PCS.

L'accès au monte-charge de l'établissement est permis, dans la limite de ses capacités maximales de poids, de taille. L'entreprise devra prévoir les protections nécessaires dans les cabines, et veiller à ne pas générer de salissures ou de dysfonctionnements, pour lesquelles les remises en état seront à ses frais (exemple : porte monte-charge bloquée, etc). La MOA se réserve le droit d'interdire l'accès au monte-charge en cas de nuisances répétées.

Les approvisionnements sur les zones chantier se font hors des horaires d'ouverture, en l'absence de public.

Le plateau des collections contient de nombreuses vitrines et œuvres qui doivent faire l'objet d'une attention particulière. Ainsi, les volumes de chaque approvisionnement devront être contenus sur des chariots qui n'emprunteront que les cheminements autorisés à l'avance. Dans le cas où une manipulation pourrait présenter un risque pour une vitrine ou une œuvre, des protections adaptées seront à mettre en place et tout protocole devra être validé en amont par le MOE et la MOA.

Les cheminements sur le plateau des collections doivent être propres et libérés de tout matériel chantier à minima une demi-heure avant l'ouverture au public.

En présence du public, il est demandé à chaque entrepreneur de s'assurer que les flux humains et matériels ne peuvent en aucun cas générer de nuisances ou de danger pour le public.

## **6. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT**

Le musée du quai Branly - Jacques Chirac est un établissement de 1<sup>ère</sup> catégorie pouvant accueillir, au titre du public et du personnel, 4 820 personnes.

Plusieurs types d'activités sont exercés dans l'établissement, mais la muséographie (type-Y) en reste l'activité principale. Les autres activités sont, pour mémoire, de type S, N, L, R,M et PS.

## **7. ACHATS RESPONSABLES ET OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES**

Le musée du quai Branly – Jacques Chirac est dédié à la préservation et à la valorisation de la diversité des cultures à travers le monde. Alors que la destruction des écosystèmes menace toujours plus la pérennité des cultures, le musée assume une responsabilité particulière en matière environnementale.

Etablissement en charge d'une mission de service public culturel, le musée du quai Branly – Jacques Chirac endosse aussi une responsabilité sociale et sociétale forte, à travers des objectifs d'égal accès aux arts et aux savoirs, d'accessibilité au plus grand nombre et, plus largement, de lutte contre toutes formes de discriminations.

Pour l'ensemble de ces raisons, le musée développe depuis plusieurs années une politique d'achats responsables. A ce titre, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, le titulaire s'engage à :

- Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport dans la réalisation des prestations. La planification du transport doit permettre d'éviter la circulation pendant les heures de pointe, de privilégier le transport groupé des personnes et fournitures objet du marché afin de réduire les déplacements de véhicules. Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou transports en commun ;
- Privilégier l'utilisation de matériaux recyclables et/ou recyclés et/ou à faible consommation énergétique ;
- Favoriser le reconditionnement et le retraitement des équipements usés ;
- Limiter sa production de papiers et privilégier l'utilisation de papiers issus d'une gestion durable des forêts ;
- Encourager et agir dans la sensibilisation de son personnel afin de généraliser les pratiques respectueuses de l'environnement ;
- Proposer au musée, à tout moment de l'exécution du contrat, toute suggestion permettant de limiter l'impact environnemental dans la réalisation des prestations ;
- Veiller à ce que soient effectuées les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.
- Le titulaire est tenu de produire, à la demande du musée, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux, le cas échéant. La non-communication de ces éléments justificatifs peut engendrer l'application de pénalités pour non remise de documents.

Conformément à l'article 20.2.2 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales exigées au titre du présent marché.

## 8. INTERVENANTS

### 8.1 Conduite du marché – Maître d'ouvrage

L'Etablissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac est maître d'ouvrage.

La Direction des moyens techniques et de la sécurité (DMTS) du musée du quai Branly – Jacques Chirac, est chargé du suivi et de la conduite du présent marché, ainsi que de la maîtrise d'œuvre.

### 8.2 Exploitant

L'exploitation des espaces est assurée par le titulaire du marché « contrat multiservices » (CMS) désigné dans le présent CCAPC sous le terme « l'exploitant ».

Les titulaires du présent marché prendront contact avec les représentants du titulaire du CMS en charge de l'exploitation du musée, pour tout ce qui concerne les interfaces éventuelles des travaux en lien avec le fonctionnement du musée.

### 8.3 Contrôle technique de construction (CTC)

La personne publique est assistée d'un contrôleur technique, la société BUREAU VERITAS CONSTRUCTION - 9 cours du Triangle - 92800 PUTEAUX, conformément à l'article L111-23 du Code de la construction et de l'habitation.

Le titulaire devra communiquer au contrôleur technique tous les documents et informations nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le titulaire doit tenir compte, sans rémunération complémentaire, de l'ensemble des observations du contrôleur technique afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études qu'au stade de la réalisation des travaux.

### 8.4 Prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité

Les prestations objets du présent marché entrent dans le champ d'application du décret n°92-158 du 20 février 1992 modifié par le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure et de ce fait, les entrepreneurs sont tenus au respect des dispositions y figurant. Pour ce faire, chaque titulaire doit :

- Participer à l'élaboration d'un plan de prévention avant tout commencement d'exécution sur site en vue de prévenir les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, les installations, les équipements et les matériels, afin de définir les modalités de prévention adaptées à son intervention, et prendre connaissance des consignes de sécurité en vigueur sur le site ;
- Transmettre par courriel au pouvoir adjudicateur ou à son représentant une note d'information préalable précisant les dates d'intervention, les durées, le nombre de salariés affectés, les noms et qualités des personnes responsables (chefs de site) ;
- Informer ses salariés et ses sous-traitants des dispositions retenues.

Chaque titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

A ce titre, chaque titulaire devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des prestations définies dans le présent marché. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Les titulaires ne pourront prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

Le plan de prévention sera établi conjointement entre le pouvoir adjudicateur et les titulaires des lots du marché en début d'exécution.

La mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) est assurée par la société APAVE PARISIENNE - 6 rue du Général Audran - 92400 COURBEVOIE.

Chaque titulaire a l'obligation de faciliter la mission du CSPS.

## 8.5 Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est la société EGIS CONSEIL – 4 rue DOLORES IBARRURI 93100 MONTREUIL.

## 8.6 Conduite d'opérations - OPC

Le maître d'œuvre assure une mission d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC).

## 8.7 Coordination SSI

Une mission de coordonnateur SSI sera assurée par une société spécialisée dont le contact et la personne référente sera communiquée après la notification du présent marché.

## 8.8 Titulaire du marché

Les titulaires ou les membres du groupement désignés à l'article 1 de l'acte d'engagement de chaque lot ayant en charge la réalisation de prestations sont désignés dans le présent CCAPC sous le nom « le titulaire ».

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à la personne publique dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution des prestations et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## 8.9 Equipe dédiée à la mission

L'équipe du titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des travaux qu'il exécute. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'un ou plusieurs membres, s'il le juge nécessaire.

La bonne exécution des travaux dépendant, d'une part, de la qualité du responsable chargé de la conduite des travaux, d'autre part, de la composition quantitative et qualitative de l'équipe, le titulaire a l'obligation de maintenir en place les membres de l'équipe désignés pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des travaux.

Si l'un des membres de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit en aviser sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur par lettre recommandée et prendre toutes les dispositions nécessaires en application pour que la bonne exécution des travaux ne soit pas compromise.

À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et d'en communiquer le nom et le CV au pouvoir adjudicateur dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention ci-dessus.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de cinq (5) jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de cinq (5) jours calendaires pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

Le titulaire s'engage, si cela s'avère nécessaire pour mener à bonne fin les missions définies ci-avant, à augmenter l'effectif de son équipe sans accroissement de sa rémunération.

## 8.10 Sous-traitance

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique **et** aux articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

**La sous-traitance totale est interdite.**

Si la demande d'acceptation et d'agrément n'a pas été faite au moment du dépôt de l'offre pour l'attribution du marché, elle pourra avoir lieu à tout moment pendant la durée du marché à condition d'avoir obtenu du musée du quai Branly – Jacques Chirac l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, sur présentation de la déclaration de sous-traitance à la personne publique (*formulaire DC4 joint au présent DCE*) dans les conditions définies à l'article 3.6 du CCAG-TRAVAUX.

Le sous-traitant accepté et agréé est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, par la personne publique lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 euros TTC.

Le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du présent marché, y compris celles qui sont sous-traitées.

**En tout état de cause, la déclaration de sous-traitance doit être adressée à la personne publique avant tout début d'intervention du sous-traitant.** Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire dans les conditions de l'article 52.2 du CCAG-TRAVAUX.

## 8.11 Cotraitance

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG-TRAVAUX sont applicables. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du représentant de la personne publique jusqu'à la date d'expiration du marché, à laquelle ces obligations prennent fin.

## 9. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché alloti, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) propre à chacun des lots et ses deux annexes :
  - Annexe n°1 : le calendrier détaillé d'exécution propre à chaque lot fourni par le candidat devenant le calendrier définitif d'exécution selon les conditions prévues à l'article 11.1 du présent CCAPC ;
  - Annexe n°2 : la demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrats de sous-traitance ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières commun aux neufs lots (CCAPC) et son annexe :
  - Annexe n°1 : le règlement intérieur du musée du quai Branly - Jacques Chirac ;
- Les prescriptions générales tous corps d'état, communes à l'ensemble des six lots (CCTPC), la notice d'organisation de chantier (NOC) et le tableau de synthèse des vitrines ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
- Le dossier de plans ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les fascicules interministériels applicables aux marchés publics de travaux (CCTG) et règles de calcul DTU en vigueur à la date de remise des offres ;
- En l'absence du CCS, DTU, les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions nationales professionnelles adhérentes à la Fédération nationale du bâtiment ;
- Les normes homologuées en France et en particulier les normes AFNOR ;
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- La réglementation des services publics nationaux et locaux (sécurité, sanitaires, etc.) auprès desquels les entreprises devront s'informer afin d'exécuter leurs travaux en conformité avec les règlements (décrets, arrêtés, circulaires, règlements ERP, etc..) émanant des administrations (ministères, services préfectoraux, municipaux, etc.) auxquelles l'opération est soumise par sa nature particulière ;
- En cours d'exécution des travaux, les textes et normes applicables pour la protection de l'environnement et du voisinage contre les nuisances notamment acoustiques ;
- Normes des engins de chantier / Niveaux vibratoires : Norme Française E 90401, norme ISO 2631 ;
- Bruit aérien : décret 2006-1099 du 31 août 2006 ;
- Arrêté du 27 novembre 2012 relatif à l'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique applicable en France métropolitaine aux bâtiments d'habitation neufs ;
- Pour la conception, la réalisation, le montage, les essais et le contrôle des ouvrages, le titulaire devra se référer aux normes et règlements en vigueur, et plus particulièrement aux DTU et normes relatifs aux conditions de mise en œuvre de la membrane d'étanchéité : DTU 20.12, DTU 43.3 ;
- L'offre technique du titulaire propre à chaque lot, incluant le SOGED ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot ;

Les documents écrits et graphiques constituant le dossier de consultation ont pour objet de renseigner les entreprises sur la nature des travaux à effectuer, leur quantité, leur qualité, leurs dimensions et leur emplacement. Toutes erreurs ou incohérences éventuelles contenues et détectées dans le dossier de consultation devront être signalées par le candidat lors de la remise des offres. Les plans, coupes, élévations et détails « architecte » définissent les ouvrages à construire. Les documents techniques fournissent des indications complémentaires sur le mode de réalisation des ouvrages. L'entreprise devra exécuter comme étant prévus dans son marché, sans exception ni réserve, tous les travaux indispensables pour l'achèvement complet des ouvrages.

Bien que non matériellement annexés, les documents généraux sont réputés connus du titulaire.

## 10. PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA REALISATION DES PRESTATIONS

La description des prestations est détaillée dans les CCTP propres à chacun des lots.

Les manutentions et la mise en place de barrières doivent impérativement être réalisées en dehors des horaires d'ouverture du site.

### 10.1 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

#### 10.1.1 Provenance et qualité des matériaux et produits

Les dispositions des articles 21 et 23 du CCAG-TRAVAUX sont applicables.

Le pouvoir adjudicateur a le droit, à tout moment, de demander aux titulaires les documents justifiant leur provenance et leur qualité.

La terminologie applicable aux matériaux et aux ouvrages est celle définie par l'AFNOR et le REEF.

Sous réserve de conformité avec les prescriptions du CCTP et acceptation du pouvoir adjudicateur, l'utilisation de matériaux, matériels, outillages et fournitures d'origine étrangère pourra être envisagée, en application de l'article 23.2 du CCAG-TRAVAUX.

Cette possibilité sera valable pour tous produits en provenance de l'Union européenne et pour les produits d'autres provenances sous les réserves formulées ci-après et respectant la réglementation en matière d'importation.

En tout état de cause, les produits concernés, quelle que soit leur origine, devront être conformes aux normes françaises ou avoir fait l'objet d'un avis favorable de l'organisme français ad hoc.

Il reste entendu que le choix d'un produit d'origine étrangère ne saurait autoriser à se prévaloir d'un droit quelconque à déroger à ses obligations contractuelles, entre autres retard des travaux dû à un délai de livraison important ou refus d'autorisation d'importation, demande de majoration de prix du fait des cours des changes, des droits de douane, etc.

Par ailleurs, en cas d'utilisation d'un matériel ou de matériaux étrangers, il sera exigé suivant le cas :

- Soit l'accord du service national compétent (service des Mines à titre d'exemple) ;
- Soit procès-verbaux d'essais en laboratoires permettant leur identification et correspondance aux normes françaises.

Les démarches et frais occasionnés de ce fait seront à la charge exclusive des titulaires.

## 10.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications des travaux sera établie soit par une attestation délivrée par un organisme établi dans l'Espace économique européen et accrédité selon les normes NF EN ISO/CEI 17025 et NF EN 45011 par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord européen multilatéral pertinent pris dans le cadre de European co-operation for Accreditation (EA), coordination européenne des organismes d'accréditation, soit selon les modalités prévues au CCTP.

## 10.3 Fiabilité des ouvrages et matériels au jour fixé pour la réception

Tous les composants entrant dans la réalisation des travaux, y compris ceux ayant été utilisés pour la bonne marche du chantier, doivent offrir, au jour fixé pour la réception, une fiabilité égale à celle que ces composants ont à l'état de neuf. Toutefois, l'usure due aux essais et vérifications prescrits par le marché n'entraîne pas l'obligation de remplacement du composant ou de la partie du composant ayant subi lesdits essais ou vérifications.

## 10.4 Échantillons – Prototypes

Il appartiendra à chaque titulaire de présenter à ses frais et dans les délais adéquats, pour approbation au pouvoir adjudicateur, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations.

Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés comme des retards d'exécution.

L'appréciation de la similitude des matériaux présentés par le titulaire avec les matériaux de référence prescrits soit dans le CCTP appartiendra au pouvoir adjudicateur.

En cas de divergence de vue avec le titulaire en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux de référence aux mêmes caractéristiques.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du pouvoir adjudicateur sur les échantillons présentés, consigné sur un registre réservé à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

## 10.5 Travaux à proximité des œuvres

Lorsque des travaux doivent se dérouler à proximité des œuvres, dans les réserves ou les magasins de la médiathèque ou tout autre lieu dans lequel il peut y avoir des œuvres, le titulaire devra respecter les mesures mises en place par l'établissement public.

Seuls les personnels de la régie des œuvres et des réserves ou les personnes accréditées par la régie des œuvres et des réserves sont habilités à décider de la nécessité du déplacement des œuvres.

## 10.6 Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire communique au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) à l'appui de son offre précisant :

- La méthode de prévention de la production des déchets ;
- Les mesures prises pour le tri sur les chantiers ;
- Le transport et le mode de stockage des déchets ;
- Les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets ;

- Les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne responsable des déchets.

Ce SOGED sera intégré à l'offre technique du titulaire et aura valeur contractuelle.

Par dérogation à l'article 36.2.2, afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus de chantiers, le titulaire doit être en mesure de fournir les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets.

Les bordereaux numérotés de suivi des déchets pour en assurer la traçabilité contenant :

- L'identification du transporteur ;
- L'identification de l'éliminateur et le type d'installation (centre de tri, centre de stockage, incinération, valorisation...);
- Le justificatif des volumes des matériaux recyclés.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de contrôler de façon ponctuelle la traçabilité des déchets en demandant au titulaire la production du bordereau concerné quand il le souhaite. Pour rappel, pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Par dérogation à l'article 36.2.3 du CCAG Travaux, en cas d'absence de production des éléments mentionnés ci-dessus, le titulaire se voit appliquer des pénalités, sans mise en demeure préalable, précisées dans le présent CCAPC.

En tout état de cause, les titulaires prennent les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

## 10.7 Langue applicable

La langue applicable en exécution du présent marché est la langue française. Les livrables demandés dans le présent marché sont rédigés en langue française.

# 11. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

## 11.1 Calendrier d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de chaque lot du marché comprend :

- La période de préparation de trois(3) semaines, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux qui démarre à compter de la notification du marché ;
- Et le délai d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 18 du CCAG Travaux, aucun ordre de service de démarrage ne sera émis.

Le délai prévisionnel d'exécution des travaux est le suivant pour chacun des lots, à compter de la fin de la période de préparation :

- Lot n°1 : Installation de chantier – Dépose – CEA – Seize (16) mois
- Lot n°2 : Métallerie Serrurerie – Seize (16) mois
- Lot n°3 : Vitrines – Onze (11) mois
- Lot n°4 : Courant fort - Courant faible – Seize (16) mois
- Lot n°5 : Sprinklage – Un (1) mois
- Lot n°6 : Eclairage – Douze (12) mois

Le calendrier détaillé d'exécution joint à l'acte d'engagement de chaque lot (à remettre par le candidat dans son offre) fera l'objet d'une mise au point lors d'une réunion de démarrage avec le titulaire, la Direction des moyens techniques et de la sécurité du musée du quai Branly - Jacques Chirac et le maître

d'œuvre. Le calendrier mis au point suite à la réunion de démarrage sera notifié par courriel au titulaire et **deviendra le calendrier définitif d'exécution.**

En cas de non-respect des délais mentionnés dans le calendrier définitif d'exécution après sa notification au titulaire, ce dernier est soumis à l'application de pénalités prévues à cet effet dans le présent CCAPC.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, aucun ordre de service de démarrage des travaux ne sera adressé au titulaire.

Le délai d'exécution des travaux démarre à l'issue de la période de préparation qui est de trois (3) semaines à compter de la date de notification du marché.

Le titulaire remettra au maître d'ouvrage son calendrier détaillé des travaux accompagné des éléments suivants :

- Liste des tâches, y compris les tâches de commande, d'approvisionnement, définition de préparation et d'enlèvement des installations de chantier ;
- Liste prévisionnelle des plans d'exécution ;
- Fabrication en usine, montage atelier, etc. ;
- Quantités et temps élémentaires, mains-d'œuvre et matériaux ;
- Dates prévisionnelles d'approvisionnement des matériaux.

## 11.2 Suivi du calendrier

Le maître d'œuvre tiendra à jour l'avancement des travaux, sur la base des informations fournies par le titulaire. Le respect du calendrier définitif est impératif. Celui-ci tiendra compte des contraintes du lieu. Des interventions pourront se dérouler obligatoirement en dehors des jours et horaires d'ouverture du musée (en l'absence de public) à la demande du musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Le constat d'avancement du chantier est hebdomadaire. Pour cela, le titulaire remettra, au plus tard lors de la réunion d'avancement hebdomadaire, deux (2) exemplaires de la feuille hebdomadaire de pointage des travaux, sur laquelle il sera porté pour la semaine écoulée :

- Les avances ou retards constatés ;
- Les motifs des retards ;
- Les prévisions de rattrapage ;
- Les effectifs présents sur le chantier ;
- Les journées d'intempéries éventuelles.

En cas de retard du titulaire constaté par rapport au calendrier définitif d'exécution, le titulaire devra définir dans un délai de trois (3) jours ouvrés, les moyens à mettre en place pour rattraper le retard, et mettre en œuvre ces moyens dans un délai de cinq (5) jours ouvrés après présentation des moyens.

A défaut par le titulaire d'avoir satisfait à cette exigence dans le délai susvisé, le maître d'ouvrage lui notifiera, par ordre de service exécutoire, un calendrier de rattrapage. La notification de ce calendrier de rattrapage annulera et remplacera le calendrier définitif d'exécution et sera soumis aux mêmes dispositions énumérées dans le présent CCAPC.

Le titulaire devra adapter à ses frais et sans supplément de prix, l'organisation de l'exécution de ses travaux.

## 12. PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

### 12.1 Propriété industrielle et commerciale

Conformément à l'article 48.2.2 du CCAG Travaux, les titulaires prendront à leur charge les éventuels frais et redevances pour l'utilisation des brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce qu'il serait amené à utiliser même s'ils lui sont imposés lors de l'exécution des travaux.

### 12.2 Obligation de secret du titulaire

Les titulaires s'engagent, tant en leur nom qu'en celui de leur personnel, à respecter le secret du marché et à ne pas divulguer ou transférer à des tiers, à quelque titre que ce soit, et de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, les informations transmises, acquises ou résultant de l'exécution des prestations, des contacts avec le personnel du maître d'ouvrage, de la connaissance des lieux et des méthodes de travail du maître d'ouvrage.

Ils s'engagent à observer ou faire observer toutes les consignes de confidentialité particulières que le maître d'ouvrage leur donnerait.

Par information, il faut entendre notamment et non limitativement les renseignements, résultats, plans, calculs, dessins, études, conceptions, projets, réalisations ainsi que leurs supports, quelle qu'en soit la nature scientifique, technique, technologique, commerciale, financière ou autre.

L'obligation de secret subsistera aussi longtemps que les informations ne seront pas devenues de notoriété publique sans infraction à ce contrat.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent également aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Les titulaires reconnaissent avoir été informés que toute divulgation d'information confidentielle est susceptible de tomber sous le coup :

- De l'article 226-13 du Code pénal ;
- De l'article 43 de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### 12.3 Propriété des plans, des études et des résultats

Les plans et documents techniques remis par le maître d'ouvrage aux titulaires du marché lors de l'exécution des travaux sont et restent la propriété exclusive du maître d'ouvrage et doit lui être restitués après exécution.

De convention expresse, l'ensemble des études, les projets, plans devis, documents techniques divers, logiciels et résultats brevetables ou non résultant de l'exécution du marché sont la propriété pleine et entière du maître d'ouvrage qui peut les utiliser et les reproduire à toutes fins sans que le titulaire puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, les règlements effectués au titre de l'article « Prix » couvrant tous les chefs de rémunération dont le titulaire et/ou les auteurs et/ou les inventeurs peuvent se prévaloir, notamment les rémunérations et gratifications prévues par convention collective ou par des dispositions légales relatives aux droits de propriété intellectuelle.

En conséquence, les études, plans, projets, documents, logiciels, résultats, ne peuvent, sans l'autorisation préalable et écrite du maître d'ouvrage, être utilisés par les titulaires du marché pour leur propre usage, ni être recopiés, reproduits ou communiqués à des tiers : en cas de vol, disparition ou incident relatif à cette clause, les titulaires du marché en aviseront immédiatement le maître d'ouvrage.

### 12.4 Droits de propriété intellectuelle

De convention expresse, tous les droits de propriété intellectuelle, tels que les droits d'auteur sur les logiciels ou autres créations de l'esprit, brevets, modèles, résultant de l'exécution des prestations, sont

cédés à titre exclusif au maître d'ouvrage, à l'exception notamment du droit moral de l'auteur ou la qualité de l'inventeur, dans le respect des dispositions légales et réglementaires. Le prix de cette cession est considéré être répercuté sur le prix global et forfaitaire.

Les titulaires s'engagent à obtenir de leur personnel et de leurs sous-traitants et contractants les cessions des droits nécessaires à cet effet.

Pour les créations relevant des dispositions légales sur la propriété littéraire et artistique et en particulier les logiciels, le bureau d'études de l'entreprise déclare céder au maître d'ouvrage et à toute personne qui pourra se substituer tous les droits d'exploitation, de reproduction, de représentation, de commercialisation et d'utilisation pour tous les usages dans le monde entier et ce pour toute la durée des droits de propriétés intellectuelles fixés par les textes en vigueur.

En ce qui concerne les brevets et modèles et autres droits de propriété industrielle qui peuvent être pris à l'occasion des études effectuées dans le cadre des prestations :

- Le maître d'ouvrage dispose du droit exclusif de ne pas protéger les inventions ou de déposer ou faire déposer par une société toutes demandes de brevets ou de modèles, mention y étant faite de la participation du titulaire du marché. Le maître d'ouvrage, propriétaire de ces brevets et modèles, a toute liberté de les exploiter à sa convenance. Toutefois, si les titulaires du marché désirent exploiter ces brevets et modèles pour eux-mêmes ou pour d'autres clients, le maître d'ouvrage s'engage à examiner la demande et à convenir avec eux des modalités de la licence, étant entendu que le maître d'ouvrage ne refusera l'octroi d'une licence que pour des motifs sérieux et légitimes ;
- Dans le cas où le maître d'ouvrage renoncerait explicitement à prendre tout ou partie des brevets ou modèles et ne désirerait pas protéger par le secret des inventions protégeables, toute liberté serait laissée aux titulaires de les prendre à son nom et à ses frais, en concédant toutefois au maître d'ouvrage une licence gratuite limitée au seul besoin du maître d'ouvrage pour un usage direct ou par l'intermédiaire d'un tiers.

## 12.5 Recours en garantie en cas de contrefaçon

Les titulaires du marché sont tenus de garantir le maître d'ouvrage contre toute revendication de tiers concernant les fournitures, matériaux, procédés ou moyens utilisés pour l'exécution des travaux ainsi que pour l'exploitation par le maître d'ouvrage des résultats du contrat.

Au besoin, les titulaires obtiendront, à leurs frais, toutes les autorisations nécessaires.

En cas d'action dirigée contre le maître d'ouvrage pour violation d'un droit de propriété intellectuelle en raison de l'exploitation des résultats, les titulaires prendront toute initiative :

- Soit pour procéder aux modifications nécessaires pour faire cesser le trouble subi par le maître d'ouvrage ;
- Soit pour parvenir, à ses frais, à une transaction et, à défaut de succès, il interviendra à la procédure.

Les frais de l'instance, ainsi que les indemnités de contrefaçon, de même que les dommages dus à une interruption forcée de l'exploitation des résultats, seront à la charge des titulaires.

## 13. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques présentés au présent CCAPC.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, de conseiller le musée, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le titulaire s'engage à informer immédiatement le musée et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour y remédier.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du musée reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'Art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément de prix.

Le titulaire s'engage :

- à exécuter les prestations dans les règles de l'art, et dans les meilleures conditions de sécurité des biens et des personnes,
- à se conformer aux moyens qu'il aura notamment prévus dans son offre technique, et qui auront été approuvés par la personne chargée de la conduite du marché ou à ceux qui auront été déterminés lors des réunions préparatoires. Dans le cas où il les modifierait, il en aviserait la personne chargée de la conduite du marché et le responsable scientifique concerné. Toute modification devra obtenir un accord préalable écrit du musée avant sa mise en œuvre,
- à respecter les conditions d'exécution fixées lors des réunions préparatoires ci-dessus,
- à prévoir les protections nécessaires contre toutes détériorations des biens,

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire sera réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et d'avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant d'engager les opérations.

## 14. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 14.1 Conditions générales

Le titulaire exerce ses fonctions pour le compte de l'établissement public en liaison avec celui-ci.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent marché. Il doit mettre en garde l'établissement public contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'établissement public dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

L'exécution de certaines prestations pourra être précédée de réunions préparatoires faisant l'objet de comptes rendus adressés au titulaire pour prise en compte des dispositions indiquées. Au cours de ces réunions seront notamment examinés les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation des prestations.

Le titulaire du présent marché s'engage à exécuter les travaux objets des prestations aux dates et dans les délais maximaux impartis par le musée du quai Branly - Jacques Chirac.

Le titulaire devra assurer toutes les opérations d'assistance avec des agents spécialisés dans les différents domaines techniques liés au présent marché.

## 14.2 Conduite des opérations du marché

### 14.1.1 Responsable d'opérations

Le titulaire a désigné dans son offre un « responsable d'opérations » qui sera l'interlocuteur privilégié de l'établissement public. Le titulaire s'engage à nommer un interlocuteur privilégié de l'Etablissement public pour le suivi des opérations afin de garantir la fluidité des échanges et de minimiser les pertes d'information.

Il devra :

- participer aux différents échanges et à la préparation des opérations réalisées,
- coordonner toutes les interventions pour le titulaire,
- engager le titulaire lors des opérations de vérification.

### 14.1.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations par un personnel suffisamment dimensionné et qualifié.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel. Pendant toute la durée d'exécution du marché, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier. Le représentant habilité du musée se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou de plusieurs agents du titulaire qui ne satisferait pas aux obligations décrites ci-dessus, ou dont le comportement pourrait générer des dégâts sur les équipements du musée.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, les dégâts de toute nature, produits à l'occasion de son intervention, seront à sa charge.

## 14.3 Contraintes liées à des tournages

Le MQB indique qu'il convient de prévoir pour chaque entreprise 5 demi-journées de jour non travaillés sur site avec un délai de prévenance de 2 jours en amont pour ne pas intervenir sur le chantier en cas de tournage de manière exceptionnelle.

## 14.4 Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire qui, à l'occasion du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à tout tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution des prestations. Pour assurer cette protection, il incombe à la personne publique d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues au présent marché.

Il est entendu que ces obligations s'appliquent à chaque titulaire, aux cotraitants le cas échéant, aux sous-traitants éventuels et à chacun de leur préposé à titre personnel.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-TRAVAUX, en cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique, afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au contrat.

Par dérogation à l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX, le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate du marché dont il est titulaire, sans préavis, ni indemnité.

## 15. PREPARATION – COORDINATION – EXECUTION DES TRAVAUX

### 15.1 Période de préparation – Echancier de remise des documents

Le délai d'exécution du marché alloué inclut la période de préparation de trois (3) semaines. Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG Travaux, la période de préparation démarre à compter de la date de notification du marché, sauf disposition contraire dans la notification du marché.

En complément des dispositions prévues aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG Travaux, il sera procédé au cours de cette période de préparation aux opérations énoncées ci-après à la diligence respective du titulaire (liste non limitative).

Tâches	Délai en jours calendaires
Constitution de l'équipe de direction pour la conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier	10 jours
Remise des effectifs prévisionnels et encadrement (organigramme)	10 jours
Remise du calendrier des études et des travaux – décomposition en tâches élémentaires	10 jours
Établissement du Plan de Prévention en collaboration avec l'Etablissement public	10 jours
Production des attestations d'assurance	10 jours
Établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail	21 jours
Établissement des listes des prototypes, échantillons, matériaux, Atex et PV	10 jours

Les délais indiqués ci-dessus sont décomptés à partir de la date de notification du marché au titulaire.

## **15.2 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux – Vérification préalable**

Le titulaire est réputé avoir, avant la remise de son offre :

- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance ;
- Procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.) ;
- Contrôlé toutes les indications des documents du marché, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (services de la Ville de Paris, services municipaux, service des eaux, Gaz de France, Électricité, etc. ) et tous autres concessionnaires.

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

## **15.3 Ordres de service**

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre avec accusé de réception dans un délai de trois (3) jours calendaires à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

## 15.1 Plan des installations de chantier – Stockage et circulation

Le plan de principe des installations de chantier, stockage et circulation sera remis par le maître d'ouvrage au titulaire dès notification du marché.

## 15.2 Remise en cause des garanties sur les ouvrages existants

Le titulaire est tenu d'informer le maître d'ouvrage des éventuelles remises en cause, du fait des travaux dont il a la charge, des garanties sur les ouvrages existants. Si nécessaire, des constats contradictoires avec l'exploitant et/ou le maître d'ouvrage précéderont les interventions du titulaire.

## 15.3 Etudes d'exécution

### 15.3.1 Modalités d'établissement

L'établissement des études d'exécution utiles à l'exécution des travaux sera entièrement à la charge du titulaire desdits travaux.

### 15.3.2 Documents d'exécution

Sur la base des documents signés, le titulaire doit établir à ses frais et sous sa responsabilité, conformément aux dispositions fixées à l'article 29 du CCAG Travaux et aux dispositions figurant dans les pièces du marché le cas échéant, les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les notes de calculs et notes techniques, les plans de fabrication et de chantier et tous documents nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages.

Les plans d'exécution, schémas, plans de détails, notes techniques, notes de calculs seront soumis au visa du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre et du contrôleur technique le cas échéant suivant la cadence, les modalités de diffusion et le schéma de circulation des documents qui seront mis au point en accord avec le maître d'ouvrage au cours de la période de préparation.

En application de l'article 29.1.5 du CCAG Travaux, le titulaire ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre et du contrôleur technique le cas échéant sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des travaux avant l'obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition, réfection.

Le titulaire demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre et/ou le contrôleur technique le cas échéant, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

### 15.3.3 Autres obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de :

- Signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans ;
- Solliciter de la part du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs ;
- Contrôler sur place les dimensions des ouvrages ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres plans.

Les documents établis par le titulaire ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions des documents contractuels du marché alloti.

Si, à la suite de la transmission de plans d'exécution au visa du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre et du contrôleur technique le cas échéant, ces derniers sont conduits après contrôle à faire des observations et/ou des réserves nécessitant une reprise du ou des plans par le titulaire, cette reprise doit respecter le

calendrier de production des études d'exécution sous peine d'application des pénalités de retard prévues au présent CCAPC.

#### 15.3.4 Production des plans d'exécution

Les plans d'exécution seront accompagnés de l'ensemble des éléments nécessaires pour une bonne compréhension et notamment :

- Des notices explicatives et justificatives ;
- Des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés ;
- Des méthodes d'essais éventuels ;
- Du mode d'exécution et phasage ;
- De la nomenclature des composants.

#### 15.3.5 Notes de calcul

Les notes de calcul devront être claires et détaillées pour en permettre une parfaite compréhension. Seules les unités du système international seront utilisées. Les symboles et notations seront conformes aux normes de la classe NF X 02.

Toute formule utilisée devra être justifiée, soit par des éléments de démonstration à partir des lois connues de la physique, soit par des références très précises aux publications ou auteurs cités. La maîtrise d'ouvrage pourra exiger la fourniture desdites publications.

Le titulaire devra fournir :

- La description détaillée de la méthode de calcul et les caractéristiques du programme informatique utilisé ;
- La liste des hypothèses de calculs ;
- La liste des résultats.

#### 15.3.6 Nombre d'exemplaires à remettre

Tous les schémas, documents graphiques, fiches techniques, procédures d'intervention seront fournis en deux (2) exemplaires papier et un (1) exemplaire sur support électronique.

Après visa sans observation du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre, un (1) tirage visé « BPE » par le titulaire ainsi que son fichier informatique sont transmis au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre pour le dossier chantier

#### 15.3.7 Procédure des visas

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre vise les plans sous l'angle de la conformité des études d'exécution. En conséquence :

- Le visa des plans d'exécution par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre et le contrôleur technique le cas échéant ne peut être interprété comme une acceptation de règlement de travaux supplémentaires ou de modifications que le titulaire a pu y faire figurer, ni comme l'entérinement d'ajustements ou de changements du montant du marché, du délai d'exécution et/ou de toute date-jalon, ou de toutes autres dispositions du marché ;
- Le visa d'un plan d'exécution ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité en ce qui concerne les erreurs ou omissions que ce plan peut contenir, l'exécution correcte des ouvrages ou la fourniture des matériaux ou les travaux requis dans le marché comme indiqué sur ce plan de détail d'exécution ou plan d'atelier ou de chantier.

## 15.4 Organisation – Sécurité et hygiène des chantiers

### 15.4.1 Conditions générales

Le titulaire devra s'informer des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement du musée du quai Branly- Jacques Chirac. A défaut de précisions dans les documents de la consultation, ces renseignements lui seront fournis dans le cadre des directives générales de fonctionnement de l'établissement par le Directeur de l'Etablissement, représenté par la Direction des moyens techniques et de la sécurité (DMTS).

Il est interdit à l'entrepreneur et aux ouvriers d'entrer en communication avec le personnel et les visiteurs. Ils devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer, ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'Etablissement.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire à ses obligations, ni pour élever des réclamations ou prétendre à une augmentation de prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérent aux modalités d'exécution de certains travaux ;
- L'installation à ses frais, sauf dérogation portée au CCTP, de gardes corps, barrières et toiles nécessaires tant pour satisfaire au règlement que protéger les ouvrages existants et les personnes soit à l'intérieur soit à l'extérieur des bâtiments.

Le titulaire devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux visiteurs pendant la durée de ses interventions à l'intérieur de l'Etablissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses ;
- Odeur, fumées, gaz d'origines diverses ;
- Détritus divers ;
- Sécurité insuffisamment assurée ;
- Projection de poussières.

Pour tout travail pouvant potentiellement générer des fumées, gaz d'origines diverses et projection de poussière en grande quantité, l'entreprise devra réaliser un permis de feu au PC de sécurité et sans que cela n'ouvre le droit à une indemnité pour l'entreprise.

Dans le cas où les travaux nécessitent l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, le titulaire devra prendre, à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ses moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains. Le titulaire devra à cet effet tenir compte des protections acoustiques.

Les engins équipés de moteur à explosion ou à combustion, les groupes moto-compresseurs, les brises béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudages, les groupes électrogènes de puissance devront être conformes aux types homologués définis dans les arrêtés ministériels, concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'ouvrage pourra prescrire au titulaire, soit le remplacement ou la modification des moteurs ou appareil dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit des limitations d'horaires d'emploi de ces moteurs ou appareils soit, après concertation avec le titulaire, toute autre modification d'organisation susceptible de réduire ces nuisances.

Le titulaire sera responsable des dégradations occasionnées aux plantations et aménagements paysagers sur les sites concernés par le présent marché alloti par son personnel ou ses engins.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués, le titulaire devra en référer au représentant de la DMTS.

#### 15.4.2 Organisation générale

D'une manière générale, le musée du quai Branly - Jacques Chirac favorise le déroulement des interventions dans des lieux fermés au personnel et au public.

Cependant, certains travaux devront être menés dans des services en fonctionnement, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter au maximum la gêne occasionnée.

Avant chaque intervention, l'entreprise devra se référer à la DMTS sur les mesures à mettre en place. Le service technique se chargera d'organiser les interventions et sera le seul interlocuteur de ces services en cas de réclamations.

Le titulaire devra :

- La mise en place des confinements ;
- La pose des panneaux ;
- La distribution des notes d'information ;
- Les consignations ;
- Le déménagement, s'il y a lieu, de matériel ;
- Le nettoyage de la zone (hors bio-nettoyage ou nettoyage final).

La DMTS se chargera :

- Des courriels d'information ;
- De l'éditions des notes ou panneaux d'information ;
- Des arrêts techniques ;
- Du nettoyage fin ou bio-nettoyage.

#### 15.4.3 Sécurité collective

Les dispositions correspondantes sont fixées dans le plan de prévention ou par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

#### 15.4.4 Installations de chantier

Toutes les installations de chantier doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires et être conformes aux plans d'installation de chantier établis et acceptés.

Le titulaire ne peut s'opposer ni prétendre à un supplément de prix si des travaux confiés par le maître de l'ouvrage à d'autres entreprises l'obligent à réduire les emprises mises à disposition de même que si ces travaux nécessitent la modification ou le déplacement des installations de chantier.

#### 15.4.5 Locaux mis en place par le maître d'ouvrage

Des locaux de cantonnement (vestiaire et salle de déjeuner) sont mis à disposition par le maître d'ouvrage en aire de livraison du musée au niveau JB.

#### 15.4.6 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Toutes les mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire. Les dispositions de l'article 31 du CCAG Travaux sont applicables, étant précisé qu'il appartient au titulaire de se procurer les autorisations administratives nécessaires à l'organisation de son chantier.

### 15.5 État des lieux

Préalablement au démarrage des travaux, un état des lieux contradictoire, dans les zones concernées par les travaux, sera organisé par le maître d'œuvre en présence du maître d'ouvrage.

Au cas où le titulaire, dûment convoqué, n'assistera pas à cet état des lieux, il serait réputé l'accepter sans réserve et ne pourrait porter aucune réclamation ultérieure fondée sur ce document.

### 15.6 Exécution des travaux

#### 15.6.1 Rendez-vous de chantier – Réunions de coordination

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier organisés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre et à toutes les réunions de coordination organisées. Le représentant de l'entreprise devra pouvoir engager l'entreprise et donner sur-le-champ des ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés par la maîtrise d'ouvrage ou son représentant.

Les rendez-vous de coordination lorsqu'ils sont nécessaires ont lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Des rendez-vous extraordinaires peuvent être fixés par le maître d'ouvrage ou son représentant. La fréquence des rendez-vous extraordinaires est fixée selon les besoins.

La présence du titulaire aux rendez-vous de chantier et aux réunions de coordination étant indispensable, son absence ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité et ce, sans préjudice des pénalités citées au présent CCAP. Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre ne tiendront pas de registre de chantier.

La liste des personnes devant représenter le titulaire sera soumise, pendant la période de préparation à la maîtrise d'ouvrage ou à la maîtrise d'œuvre, pour agrément.

Le titulaire est responsable, dans le cas d'inexécution, des dispositions du présent article et des dommages en résultant.

Les frais de reprographie et la diffusion au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre des comptes rendus de chantier, de coordination, de synthèse, etc..... sont à la charge du titulaire.

#### 15.6.2 Direction de l'exécution des travaux

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre a seul la qualité pour interpréter les plans, CCTP et notes techniques.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux ordres du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Le titulaire demande, en temps utile et en réunion de chantier, les ordres de service et instructions écrites ou figurées qui lui font défaut. En aucun cas, il ne peut invoquer l'absence d'ordres ou de renseignements pour justifier les retards ou une exécution non conforme à la volonté du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

## 15.7 Occupation temporaire du domaine public ou privé

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, les autorisations d'occupation temporaire du domaine public et les permissions de voirie devront être demandées par le titulaire à l'autorité compétente.

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre doit être tenu informé du dépôt et des différentes phases d'instruction de chacune des demandes d'autorisation.

## 15.8 Dégradations

### 15.8.1 Dégradations sur l'ouvrage

Le titulaire prendra soin de faire constater au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre les dégradations et l'état des ouvrages avant son intervention dans une zone.

En cas de constat de dégradation, à tout moment du chantier, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre désigne le responsable de cette dégradation en fonction des données dont il dispose sans recours possible du titulaire. Les frais de réparation seront imputés au responsable des dégradations.

### 15.8.2 Dégradations causées aux voies publiques

En dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques seront à la charge du titulaire responsable.

## 15.9 Réception des supports

Lorsque le titulaire doit intervenir dans un secteur déterminé des sites concernés par le présent marché alloti, il devra faire, au préalable, en présence du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre une reconnaissance du site.

Lors de cette visite (état des lieux), il vérifiera les dimensions et l'état qualitatif des ouvrages dont la prise en charge sera constatée par un état contradictoire et produira un rapport.

## 15.10

## Réservations –

### Percements – Scellements – Raccords

Toutes les réservations, percements, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des travaux sont à la charge du titulaire.

## 15.11

## Responsabilité des

### ouvrages (détériorations ou vols)

Le titulaire est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, même s'ils sont utilisés provisoirement pour les besoins du musée.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder la bonne marche des travaux quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

## 15.12

## Nettoyage et protection

### des ouvrages, des mobiliers et des œuvres

#### 15.12.1 Généralités

Les travaux étant susceptibles d'être effectués dans des zones en activité, l'attention du titulaire est appelée sur les points suivants :

- Avant toute intervention, les sols, parois, mobiliers seront protégés par des bâches ou tout système équivalent afin d'éviter les tâches, poussières et brûlures ;
- Après toute intervention les lieux sont soigneusement nettoyés ;
- Les dispositions nécessaires, précisée ci-après dans la partie relative aux mesures pour limiter l'empoussièrement' devront être mises en œuvre par l'entrepreneur afin d'éviter l'émission et la dispersion de poussière aux zones non concernées par les travaux

Le nettoyage est dû :

- Après toute intervention de moins d'une demi-journée ;
- A la fin de chaque matinée, même si l'intervention n'est pas terminée, pour ce qui concerne les travaux intérieurs ;
- En cas de déroulement des interventions dans des zones en activité sur plusieurs jours, le titulaire devra prévoir à la fin de chaque journée de travail de faire procéder au nettoyage des zones de travail et à l'évacuation de ses déchets.

#### 15.12.2 Mesures pour limiter l'empoussièrement

Le titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour limiter au maximum l'empoussièrement des lieux dans lequel il sera amené à travailler.

Dans ce cadre, l'entrepreneur prendra toutes les mesures de précautions possibles lors de l'ouverture, par exemple, de gaines techniques ou de faux plafonds.

Si un quelconque risque était identifié par l'entrepreneur et les ouvriers, ceux-ci devront immédiatement s'en référer au représentant de la DMTS.

#### 15.12.3 Nettoyage du chantier

Tous les gravois, déchets et emballages divers seront évacués du chantier de façon continue et régulière. Si des bennes sont prévues à cet effet, elles seront efficacement protégées et bâchées.

En cas de déroulement des interventions dans des zones en activités sur plusieurs jours, il est précisé que les évacuations, doivent se réaliser tout au long du chantier de telle sorte qu'aucun dépôt de matériels ou de matériaux ne peut avoir lieu sur le chantier en dehors des besoins de celui-ci. En tout état de cause, en fin de travaux et pour la réception des prestations, le chantier doit être évacué, et les installations repliées.

Si le circuit d'évacuation des déchets et gravois passe par des zones en activité ou des lieux accessibles au public, l'entreprise devra utiliser des sacs étanches pour l'évacuation.

A cet égard, il est formellement interdit d'évacuer lesdits déchets (gravois de chantier, matériaux et matériels résultant de la réalisation des travaux commandés) dans les locaux débarras et/ou conteneurs du musée du quai Branly - Jacques Chirac. De plus, le titulaire ne devra en aucun cas vider les produits utilisés pendant les travaux dans les appareils sanitaires du musée.

Aucun dépôt de matériel ou de matériaux et aucun atelier de chantier ne doit être établis à l'intérieur des bâtiments, sauf autorisation du musée.

Dans le cas du non-respect des obligations, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre pourra faire intervenir sous 24 heures une entreprise spécialisée au frais du titulaire défaillant.

## 16. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

### 16.1 Contrôles

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre conformément à l'article 24 du CCAG-TRAVAUX.

Certains équipements pourront faire l'objet d'essais ou de contrôles particuliers avant la livraison sur le chantier.

Les modalités des essais ou contrôles sont établies d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre et le titulaire.

Chaque titulaire rédige les procès-verbaux d'essais sur lesquels doivent figurer pour chaque essai les résultats des mesures effectuées ou de vérifications réalisées. Les procès-verbaux seront remis au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre (la non remise de ces procès-verbaux entraînera le refus de réception des installations par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre).

Pour l'application du règlement de sécurité, et avant tout emploi, les titulaires adressent au pouvoir adjudicateur les procès-verbaux d'essais, effectués par des laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'ils se proposent d'employer ; ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

Les titulaires n'ont toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

Le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre se réserve le droit de faire autant d'essais que nécessaire pour valider le caractère opérationnel de l'ensemble des fonctionnalités des systèmes, y compris de nuit et de week-end, en présence des spécialistes du titulaire du marché et sous sa responsabilité.

Tous les frais afférents à ces travaux sont réputés être inclus au prix porté dans l'offre du titulaire.

Les essais doivent être effectués en respectant scrupuleusement les consignes de protection du matériel et du personnel.

Les titulaires doivent procéder aux contrôles techniques de ses installations conformément aux dispositions figurant dans les documents techniques COPREC.

Les titulaires sont tenus de fournir au pouvoir adjudicateur ou au maître d'œuvre :

- Un programme des vérifications ;
- Des fiches des autocontrôles attestant la réalité de ces vérifications.

Enfin, chaque titulaire doit organiser son chantier de telle sorte que l'autocontrôle de la mise en œuvre soit systématiquement assuré.

### 16.2 Exécution d'essais

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux. Par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, si le résultat de ces essais et vérifications est défavorable au titulaire, il en supporte le coût. Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage en supporte le coût. Dans tous les cas, la fourniture des matériaux nécessaires aux essais reste à la charge et aux frais du titulaire du marché.

Si les essais et vérifications ne sont pas satisfaisants, le titulaire doit apporter les modifications et compléments nécessaires pour que satisfaction soit obtenue.

Il supporte alors, en outre, les frais des essais et vérifications nécessaires à la suite des modifications et compléments apportés, à l'exception des frais cités à l'article 24.7 du CCAG Travaux.

En cas de désaccord avec les résultats des essais, contrôles, mesures, vérifications, le maître de l'ouvrage ou le titulaire peut solliciter à titre d'appel une nouvelle série d'essais, contrôles, mesures, vérifications qui seront à la charge de la partie qui succombera en appel.

En complément de l'article 23 du CCAG Travaux, il est précisé que l'emploi des procédés, produits ou matériaux non traditionnels ne peut être admis que sur présentation par le titulaire d'un avis technique du CSTB ; dans tous les cas où un accord des assurances de responsabilité décennale est nécessaire, le titulaire du marché doit justifier de cet accord.

Avant la réception, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre se réserve le droit de contrôler par sondage les résultats des vérifications exécutées par le titulaire.

Ces contrôles consistent à vérifier que les installations sont conformes aux dispositions réglementaires et aux prescriptions du CCTP et qu'elles satisfont aux performances demandées.

Dans le cas où les contrôles de conformité et les essais révéleraient un élément non conforme ou l'impossibilité d'obtenir toutes les caractéristiques exigées dans le présent document, le titulaire doit remplacer ou modifier à ses frais et sans augmentation des délais contractuels les pièces ou éléments de l'installation incriminée.

Après achèvement complet du montage constaté conjointement par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre et le titulaire, et le matériel étant prêt à fonctionner, le titulaire procède à un examen de la fourniture afin de constater que tout le matériel prévu au marché a été fourni et qu'il est prêt à entrer en fonctionnement.

Il procédera aux opérations de démontage et remontage des appareils et des parties d'installations qui sont indispensables pour effectuer ces contrôles, essais et mesures.

Le titulaire doit effectuer, à sa charge, préalablement à la réception, les essais et vérifications de fonctionnement.

Ils seront regroupés et organisés dans un document unique.

Ces essais comprendront notamment :

- La vérification de toutes les fonctions et de toutes les caractéristiques définies par le constructeur ;
- Les vérifications consistent à procéder à des mesures et à réaliser des séquences de fonctionnement de telle sorte que les paramètres de comptabilité puissent être contrôlés ;
- La vérification des conditions d'environnement du matériel ;
- La vérification de la compatibilité des différents éléments constitutifs entre eux à partir de la liste établie par le constructeur.

### 16.3 Réception des travaux

La procédure de réception se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-TRAVAUX

### 16.4 Réceptions partielles

Conformément à l'article 42.2 du CCAG Travaux, une réception partielle pourra être prononcée pour les ouvrages dont le maître de l'ouvrage désire prendre possession anticipée. Avant d'entrer dans les lieux, le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre établit un état des lieux contradictoire.

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG Travaux, les délais de garantie de toute nature ne prendront effet qu'à compter de la date de la réception unique prononcée pour l'ensemble des travaux du marché.

## 16.5 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

La mise à disposition au pouvoir adjudicateur de certains ouvrages ou parties d'ouvrages est conforme à l'article 43 du CCAG-TRAVAUX.

En complément aux dispositions de l'article 43.2 du CCAG-TRAVAUX et préalablement à la mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, il sera procédé à un état des lieux contradictoire desdits travaux en présence du titulaire dûment convoqué par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre.

L'état des lieux donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui pourra être, le cas échéant, assorti de réserves motivées par des omissions ou imperfections constatées à cette occasion et précisera alors les manques et défauts auxquels il doit être remédié.

Le titulaire devra alors exécuter les corrections et compléments demandés dans le délai fixé par ordre de service par le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre ; passé ce délai, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté, après mise en demeure restée infructueuse, de les faire exécuter aux frais et risques des entrepreneurs défaillants.

Le pouvoir adjudicateur pourra disposer de certains ouvrages ou parties d'ouvrages dès l'établissement de l'état des lieux contradictoire ; toutefois, dans le cas où les délais contractuels se trouveraient dépassés par la faute exclusive du titulaire du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de disposer, sans plus attendre, des ouvrages non encore entièrement terminés.

## 16.6 Dossier des ouvrages exécutés (DOE) – Dossier exploitation

### maintenance (DEM)

Ces dossiers seront remis en deux (2) exemplaires papiers dont un (1) non relié et un (1) exemplaire sur support électronique.

Les titulaires devront fournir les éléments nécessaires à la mise à jour par l'exploitant et/ou le pouvoir adjudicateur des DOE.

Le DOE devra contenir les éléments prévus à l'article E.VIII.1. du cahiers des charges techniques particulières communes (CCTPC) et tous autres éléments que les titulaires estimeront nécessaires.

Les titulaires ont l'obligation d'instruire et de former pour la mise en exploitation, le personnel qualifié désigné par le pouvoir adjudicateur. Les modalités de cette obligation seront définies en temps voulu en accord avec le pouvoir adjudicateur. Cette formation peut intervenir durant le délai global d'exécution et/ou pendant la période de garantie à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

Les deux (2) dossiers (dossier des ouvrages exécutés, dossier d'exploitation de maintenance) devront obligatoirement être rédigés en langue française.

Les titulaires remettront au pouvoir adjudicateur au plus tard à la date fixée pour l'achèvement des travaux, les notices des caractéristiques techniques, de fonctionnement et d'entretien des ouvrages et des équipements.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-TRAVAUX, dans le mois suivant la date de réception, les titulaires remettront au pouvoir adjudicateur les deux (2) dossiers complets.

## 16.7 Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est d'un (1) an.

La période de garantie des équipements démarre à compter du jour de réception « in situ » des installations en ordre de marche.

Sauf cas d'urgence précisé par le pouvoir adjudicateur, les travaux prévus au b) et c) de l'article 44.1 du CCAG-TRAVAUX doivent être exécutés dans un délai de deux (2) mois suivant la date à laquelle ils ont été signalés.

Pendant le délai de parfait achèvement, chaque titulaire doit procéder à ses frais (main d'œuvre comprise) à la fourniture et à la remise en état de fonctionnement de toutes les parties défectueuses. Il doit, à ses frais, procéder au remplacement ou à la modification du matériel ou de certains organes en vue de remédier à des défauts systématiques ou à des défauts de conception caractérisés.

Deux mois avant l'achèvement du délai de garantie, une visite a lieu en présence du pouvoir adjudicateur et du titulaire afin de constater qu'aucun désordre ne subsiste ou au contraire d'en établir la liste aux fins d'effectuer les travaux nécessaires pour y remédier dans les délais précisés ci-avant.

## 17. DISPOSITIONS FINANCIERES

### 17.1 Modalités de calcul des prix

À défaut d'indications précises sur le mode de métré des différents postes d'ouvrages dans la décomposition du prix global et forfaitaire ou dans le CCTP, les quantités sont calculées par le titulaire suivant les dimensions réelles, soit à l'unité, soit au mètre linéaire, soit au mètre carré, soit au mètre cube, soit au kilogramme.

Les majorations éventuelles pour déchets, chutes, coupes, foisonnements, difficultés de mise en œuvre, etc. sont incluses dans les prix unitaires ou d'unité et/ou dans les prix forfaitaires.

Le titulaire ne pourra arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix.

### 17.2 Répartition des paiements

L'acte d'engagement et la DPGF propres à chaque lot indiquent ce qui doit être réglé au titulaire, au groupement d'entreprises et aux sous-traitants.

Dans le cas d'un groupement, la signature de l'état d'avancement par le mandataire vaut acceptation par les membres du groupement des sommes à payer. Ces sommes sont versées au groupement sur un compte commun ou sur des comptes séparés en cas de groupement solidaire et sur des comptes séparés en cas de groupement conjoint, le maître d'ouvrage étant valablement libéré vis-à-vis de tous les membres du groupement par ces versements.

#### 17.2.1 Contenu des prix

Les prix du marché alloti sont exprimés hors TVA et toutes taxes comprises. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses et sujétions énumérées à l'article 9.1 du CCAG Travaux, et tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux, et notamment à titre indicatif et non limitatif :

- En cas de groupement d'entreprises, les frais de coordination des membres du groupement ;
- Les frais résultant des demandes du contrôleur technique et du CSPS, tant en cours d'études qu'en cours de travaux le cas échéant ;
- Les frais de réalisation et d'exécution des ATEX nécessaires à l'obtention des avis techniques ;
- Les frais de mise en œuvre de l'autocontrôle, de l'établissement des pièces justificatives et des reprises subséquentes lorsqu'elles seront nécessaires ;
- Les présentations d'échantillons sur demande du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre ;
- Les frais relatifs à tous les éléments techniques résultant des propositions de l'entreprise ou nécessaires pour l'approbation par le contrôleur technique ;
- L'ensemble des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'ouvrages du présent marché alloti et/ou d'autres marchés ;
- La nécessité éventuelle de travailler en dehors des heures normales (travail en plusieurs postes ou pendant les jours normalement non ouvrés) ainsi que de toutes les dispositions à prendre pour respecter les délais ;

- Les dispositions pour assurer une intervention en continue tous les jours travaillés de la semaine ;
- Les sujétions (en les considérant comme normalement prévisibles) apportées par les intempéries, les crues et autres phénomènes naturels indiqués par les stations météorologiques et le service de navigation de la Seine les plus proches du chantier ;
- Les contraintes imposées par les services de voirie de la ville de Paris ;
- Le maintien de la circulation du quai Branly et de la rue de l'Université ainsi que dans le périmètre du site ;
- Les démarches auprès des concessionnaires et administrations ;
- Les incidences liées au respect des textes et normes concernant les normes acoustiques sur le chantier ;
- Toutes sujétions pour le maintien en service des réseaux existants, conservés et/ou déviés ;
- Les sujétions dues aux travaux exécutés par les compagnies concessionnaires et services publics ;
- Toutes les sujétions résultant de l'exiguïté du terrain, du trafic routier et des ouvrages existants (bâtiments mitoyens, arbres, éléments d'aménagement urbain à conserver ou à remettre en état en cas de dégradation) ;
- La totalité des réparations à la suite de dégradations des voies publiques par dérogation aux dispositions de l'article 34.1 du CCAG Travaux ;
- Les frais d'assurances résultant des obligations définies au présent CCAPC ;
- Les frais et redevances pour l'utilisation des brevets, licences, dessins ..., ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle mentionnés au présent CCAPC ;
- Les frais et taxes éventuels d'occupation de voirie ;
- Les frais de reprographie des plans PEO et DOE, et de toutes pièces nécessaires à la réalisation des travaux telles qu'elles sont définies dans le présent CCAPC et aux CCTP ;
- Les frais d'établissement des devis et des études de faisabilité y afférents en réponse aux demandes du maître d'ouvrage ;
- Les frais résultant de demandes et observations du maître d'œuvre, du contrôleur technique et du CSPS ;
- Les frais à la charge des entreprises relatifs aux installations de chantier, en application des dispositions de l'article 31.1 du CCAG Travaux ;
- Les frais résultant des demandes et observations du maître d'œuvre concernant notamment la reprise de plans non conformes ;
- Toutes les sujétions d'exécution découlant de la nature des ouvrages existants ;
- Toutes les sujétions découlant de l'application des textes officiels et de la prise en compte des observations du bureau de contrôle et de la maîtrise d'œuvre et même s'ils ne sont pas explicitement nommés dans les documents de consultation ;
- Tout ouvrage, caché ou non, nécessaire pour assurer le clos et le couvert du projet ;
- Tout ouvrage nécessaire pour assurer la bonne finition du projet.

A ces éléments s'ajoutent toutes les spécifications se trouvant dans les cahiers des charges techniques propres à chaque lot.

L'énumération des missions qui précèdent comprend l'ensemble des obligations techniques et juridiques pour lesquelles l'entreprise dispose des éléments d'information qui lui ont permis d'en faire l'évaluation ou sont normalement prévisibles ou admises par les règles de l'art et les usages.

### 17.2.2 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché alloti des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix du marché alloti sont réputés établis sur les bases des conditions économiques du mois précisé dans l'acte d'engagement de chaque lot. Ce mois est appelé « Mois zéro », il correspond au mois de réception des offres initiales.

Les prix sont fermes et actualisables, au sens de l'article R2112-9 du Code de la commande publique, s'il s'écoule plus de six (6) mois entre la date d'établissement du prix et la date de début d'exécution des travaux.

Pour mettre en œuvre l'actualisation, on applique à l'offre initiale un coefficient d'actualisation, calculé de la façon suivante :

Coefficient d'actualisation = (indice à la date de début d'exécution des travaux - 6 mois) / (indice de la date de fixation du prix dans l'offre)

La formule d'actualisation qui sera alors appliquée est la suivante :

**Prix actualisé = prix initial x ((Im-6) / (Im0))**

Im-3 = indice à la date de début d'exécution des travaux - 6 mois

Im0 = indice de la date de fixation du prix dans l'offre

L'index de référence est : BT01 Tous corps d'état.

### 17.3 Travaux non prévus

Par dérogation à l'article 13 du CCAG Travaux, les prix forfaitaires pour les prestations supplémentaires ou modifications pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix peuvent être proposés par le maître d'ouvrage après consultation de l'entrepreneur titulaire du marché. Ces prestations supplémentaires ou modifications non prévues feront l'objet, après accord du maître d'ouvrage, d'un ordre de service établi par le maître d'œuvre.

Si les travaux non prévus entraînent une augmentation du montant initial des travaux, le maître d'œuvre établit un ordre de service auquel est joint un état supplémentaire des prix forfaitaires en deux (2) exemplaires signés par le maître d'œuvre, le titulaire et le maître d'ouvrage.

Si le titulaire a accepté sans réserve l'ordre de service ou n'a pas fait part de ses observations écrites au maître d'ouvrage dans un délai de huit (8) jours calendaires par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux à compter de la réception ou de la remise contre récépissé de l'ordre de service, ce dernier est considéré comme accepté par l'entreprise.

### 17.4 Application de la TVA

Les prix du présent marché sont assujettis au taux en vigueur à la date du fait générateur.

### 17.5 Paiement direct des sous-traitants

En application des dispositions des articles L2193-11 et L2193-12 du Code de la commande publique, le sous-traitant, dont les conditions de paiements ont été agréés par le pouvoir adjudicateur, adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

En outre, il adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée de la ou des facture(s) correspondant à l'exécution des prestations adressée(s) au titulaire ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Cette demande de paiement indique la somme à régler par le pouvoir adjudicateur. Cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans l'acte spécial de sous-traitance et inclut la TVA.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie de la ou des facture(s) produite(s) par le sous-traitant et informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance du 26 juin 2014 n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze (15) jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une demande de paiement, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indique la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans l'acte spécial de sous-traitance et inclut la TVA. Si le titulaire qui a conclu l'acte spécial de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

## 18. MODALITES DE REGLEMENT

### 18.1 Avance au titulaire

Si le montant forfaitaire du marché (lot) est supérieur à 50 000 € HT, une avance de 10% du montant forfaitaire initial sera versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Son montant ne pourra être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

En application de l'article R2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'effectuera par précompte sur les sommes dues dès que le montant cumulé de(s) facture(s) présentée(s) par le titulaire dépassera 30% du montant forfaitaire HT du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80% du montant forfaitaire HT du marché.

### 18.2 Avance aux sous-traitants

Sauf indication contraire dans le formulaire DC4 ou l'acte spécial, une avance peut être versée, à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le montant de cette avance est fixé à 5 % (cinq pour cent) du montant prévisionnel toutes taxes comprises des sommes à payer tel qu'il figure dans l'acte spécial de sous-traitance.

### 18.3 Avance sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier ne sera versée au titulaire.

### 18.4 Retenue de garantie

En application des articles R2191-32 à R2191-35, une retenue de garantie sera prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. Le montant total de cette retenue de garantie est fixé à 5% du montant total du marché, augmenté ou diminué le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

En application des articles R2191-36 à R2191-42 du Code de la commande publique, la retenue de garantie pourra être remplacée par le titulaire par une garantie à première demande.

## 18.5 Acomptes

Les ouvrages et travaux seront réglés par un prix global et forfaitaire dont la décomposition donnée dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) de chaque lot.

Le règlement des comptes se fera par acomptes mensuels et un solde établi et réglés conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG Travaux.

La procédure de réception se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux.

## 18.6 Délai global de paiement

Le marché alloti est financé sur le budget de l'Etablissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac. Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'Etablissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1<sup>er</sup> jour de retard. Lorsque le dépassement du délai de paiement n'est pas imputable au pouvoir adjudicateur, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

## 18.7 Facturation – envoi des factures

Le titulaire déposera obligatoirement ses factures sur Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr> en utilisant les données suivantes :

- Le SIRET du musée du quai Branly – Jacques Chirac : 18009214000037
- Le n° d'engagement de la dépense : au format EAAAAA000XXXX
- Le Code service : SFACT

Ce service est entièrement gratuit. Le titulaire dispose à ses frais d'un ordinateur équipé d'un navigateur web et d'un accès au réseau internet.

Chaque facture portera les mentions légales obligatoires :

- La date d'émission de la facture,
- La numérotation de la facture,
- La date de réalisation de la prestation,
- Le numéro de la commande,
- L'identité du titulaire,
- L'identité de l'acheteur,
- Le numéro individuel d'identification à la TVA du titulaire et de l'acheteur,
- La désignation de la prestation,
- Le montant HT de la facture,
- Le (s) taux de TVA, le montant total de TVA,
- Le montant TTC de la facture,
- Les références du marché.

Le représentant de la personne publique se réserve le droit de demander au titulaire tout justificatif supplémentaire qu'elle estimera nécessaire au règlement des comptes.

## 19. PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG-TRAVAUX, les prestations non conformes aux documents du marché donneront lieu à l'application de pénalités suivant les conditions définies ci-après. Toutes les pénalités sont cumulables entre elles et hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TRAVAUX, l'application des pénalités ne fera en aucun cas l'objet d'une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-TRAVAUX, aucune exonération de pénalités n'est prévue pour le présent marché, et les pénalités pourront excéder 10% du montant du marché.

### 19.1 Pénalités de retard dans la réalisation des prestations et/ou remise

#### des documents

Tout retard dans la réalisation des prestations, ou le rendu de livrables exigés (documents, notes de calcul, échantillons, premiers de série etc...), feront l'objet d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque jour de retard constaté (et par livrable, le cas échéant). Cette pénalité s'applique à tout retard constaté dans l'exécution des prestations.

### 19.2 Pénalités pour non-respect des documents contractuels et absence

#### aux rendez-vous

Le non-respect de l'ensemble des dispositions des documents contractuels comprenant le mémoire technique fourni par le titulaire, lors de la remise de l'offre, entraînera l'application d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT, sans mise en demeure préalable pour chaque manquement constaté. Ainsi, les absences aux rendez-vous ou aux réunions organisées par la personne publique ou le scénographe pourront faire l'objet d'une pénalité de cent (100) euros par absence non motivée.

### 19.3 Pénalités pour non-respect du plan de prévention

Sur simple constat de l'inspecteur hygiène et sécurité ou toute autre personne habilitée par le pouvoir adjudicateur, des pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable au titulaire pour non-respect des dispositions fixées dans le plan de prévention.

Les montants de ces pénalités sont les suivants :

- Mille euros (1 000 €) par infraction constatée lorsque la violation met en danger la vie du salarié ou la vie d'autrui ;
- Cinq cents euros (500 €) par infraction constatée pour tous les autres cas.

### 19.4 Retenue provisoire pour non-remise des attestations

En cas de non-production de l'attestation d'assurance, des attestations sociales et fiscales, une retenue provisoire de 200 (deux cents) euros HT par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire. Cette somme sera reversée au titulaire à compter de la réception du document par l'établissement.

## 19.5 Pénalités pour défaut dans la gestion des déchets

Pour toute absence ou retard injustifié de remise d'un bordereau de suivi des déchets dans les conditions décrites au présent CCAPC, une pénalité d'un montant de cent (100) euros sera appliquée.

## 19.6 Retenues et pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux

### 19.6.1 Retards en cours de chantier

Des retenues et/ou des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux. Elles seront calculées sur la base de 1/500<sup>ème</sup> du montant du prix global et forfaitaire HT du marché, par jour calendaire de retard.

Ces retenues et/ou pénalités seront levées si et seulement si le titulaire du marché résorbe son retard sans que les conditions d'exécution des ouvrages en soient affectées au point de contrarier les règles de l'art et les obligations contractuelles.

### 19.6.2 En fin de travaux

En cas de dépassement du délai global d'exécution des travaux qui comprend les délais nécessaires au repliement des installations de chantier et à la remise en état des lieux, il sera appliqué, par jour calendaire de retard, une pénalité égale à 1/500<sup>ème</sup> du prix global et forfaitaire HT du marché.

Le maître d'ouvrage pourra également exiger un engagement irrévocable du titulaire de renoncer, en contrepartie de la remise sollicitée, à toutes réclamations, contestations ou réserves déjà formulées ou susceptibles de l'être en l'état des éléments connus au jour de la demande.

Au vu de la demande, le maître d'ouvrage pourra, par décision spéciale et motivée, exonérer le titulaire des pénalités mises à sa charge, s'il estime :

- Soit que le retard n'a pas affecté les conditions d'exécution des ouvrages ;
- Soit que la renonciation à recours par l'entrepreneur constitue une contrepartie suffisante à l'abandon des pénalités.

## 19.7 Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis après

### exécution

En cas de retard dans la remise des plans à fournir après exécution des travaux par le titulaire dans les conditions fixées au présent CCAPC, ou dans la reprise des documents faisant l'objet d'observations ou de refus du maître d'œuvre et du contrôleur technique, une pénalité forfaitaire sera appliquée sur le dernier paiement dû au titulaire sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité prendra la forme d'une pénalité d'un montant de cent euros (100 €) par jour calendaire de retard compté à partir du 1<sup>er</sup> du premier mois de retard.

## 19.8 Pénalités pour retard dans la levée des réserves

En cas de retard constaté dans la levée des réserves, il sera appliqué une pénalité de cinq cents euros (500 €) par jour calendaire de retard.

## 19.9 Pénalités diverses

### 19.9.1 Accident du travail

Le titulaire s'engage à saisir immédiatement le maître d'œuvre ainsi que le représentant du maître d'ouvrage, de tout accident survenant à l'un de ses salariés employés sur ce chantier. Tout manquement

à cette obligation sera sanctionné par une pénalité forfaitaire de cinq cents euros (500 €), sans mise en demeure préalable.

#### 19.9.2 Non-respect des règles de sécurité

Le non-respect des règles de sécurité implique un arrêt immédiat des travaux et l'application des pénalités prévues au présent CCAPC.

#### 19.9.3 Retard dans le nettoyage quotidien du chantier

Tout retard dans le nettoyage quotidien du chantier sera sanctionné par une pénalité de cent euros (100 €) par jour calendaire de retard.

## 20. REPARATION DES DEGATS

Si le titulaire, à l'occasion de son intervention, commet une faute entraînant des dégâts aux ouvrages existants ou nouvellement créés et si ces dégâts lui sont directement imputables, il doit assurer à ses frais, et sous sa responsabilité la remise en état. En cas de carence dans un délai de huit (8) jours calendaires après mise en demeure le sommant de procéder aux remises en état, le maître d'ouvrage prélèvera, sur les sommes dues au titulaire, l'équivalent au moins de l'évaluation des dépenses nécessaires aux remises en état. Ceux-ci pourront être réalisés aux frais et risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 52 du CCAG Travaux.

Si dans le délai de trente (30) jours, comptés depuis le jour de la constatation des dégâts, le titulaire du marché n'a pas fait les démarches nécessaires pour engager les travaux de remise en état, les dispositions fixées à l'article 52 du CCAG Travaux s'appliqueront.

## 21. RESILIATION

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG Travaux.

Par ailleurs et en application de l'article 52 du CCAG Travaux, lorsque le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service, le représentant du pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Ce délai, sauf pour les marchés intéressant la défense ou en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze (15) jours à compter de la date de notification de la mise en demeure.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée, à ses frais et risques, ou la résiliation peut être décidée.

Pour assurer la poursuite des travaux, en lieu et place du titulaire défaillant, il est procédé, le titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux.

En cas de résiliation aux frais et risques du titulaire défaillant, les mesures prises en application de l'article 52.3 du CCAG Travaux sont à la charge de celui-ci. En complément, les parties conviennent que le titulaire supportera également le coût des prestations nécessaires à la garde des ouvrages, approvisionnements, installations réalisées par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

En tout état, les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation prévue aux articles 52.2 ou 52.3 du CCAG Travaux, sont à la charge du titulaire.

### 21.1 Résiliation pour faute

Sans qu'il soit dérogé à l'article 50.3 du CCAG Travaux, le musée du quai Branly - Jacques Chirac se réserve le droit de résilier le marché à l'égard du titulaire en cas de manquement à ses obligations contractuelles.

Cette résiliation interviendra de plein droit, après mise en demeure restée infructueuse, sans préjudice du droit à indemnisation du musée du quai Branly - Jacques Chirac en cas de dommages avérés.

Sont notamment considérés comme fautifs :

- L'exécution défailante ;
- Des manquements graves et répétés (notamment, des retards répétés, des emballages défectueux, etc.) ;
- Le non-respect des procédures de sécurité, définies au présent CCAP ;
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité.

En outre, par dérogation à l'article 46.3 du CCAG Travaux, le musée du quai Branly - Jacques Chirac se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate et sans mise en demeure préalable, à l'égard du titulaire qui aurait commis l'un des manquements suivants :

- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 50.1.1 du CCAG Travaux, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution des prestations, à des actes frauduleux ;
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- Montant des réfections ou des pénalités appliquées aux prestations exécutées pour une période donnée atteignant ou dépassant le montant de la rémunération prévue pour lesdites prestations pour la même période.

## 21.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le musée du quai Branly - Jacques Chirac se réserve le droit de résilier le marché pour motif d'intérêt général à tout moment, moyennant le respect d'un préavis de deux (2) mois. La décision est envoyée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

## 22. ASSURANCES ET TRANSMISSION DES ATTESTATIONS

Les documents mentionnés au présent article devront être déposés par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la personne publique, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr/>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats : [marches-publics@quaibranly.fr](mailto:marches-publics@quaibranly.fr)

### 22.1 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra remettre au représentant de la personne publique un exemplaire de la police

souscrite contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations. Chaque titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du Code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

## 22.2 Assurance de responsabilité décennale

L'assurance de responsabilité décennale des constructeurs, conformément aux dispositions de l'article L. 241-1 du Code des assurances, étendues à leurs sous-traitants, doit être souscrite par les titulaires.

### 22.2.1 Assurés

Les assurés sont :

- Les entreprises titulaires ;
- Les sous-traitants (pour autant que nominativement désignés au contrat) ;
- Les fabricants d'EPERS, le coordinateur sécurité santé et le contrôleur technique ne sont pas garantis par cette police.

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité de chaque titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement prise en charge par le titulaire concerné.

Chaque titulaire sera responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant aura occasionné aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel de l'établissement public ou à toute autre personne présente sur le site.

Chaque titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché et renonce à tout recours contre le pouvoir adjudicateur. Il lui appartient de souscrire tout contrat d'assurance couvrant ces dommages.

### 22.2.2 Nature de la garantie

Le contrat garantit le paiement des travaux de réparation de l'ouvrage à la réalisation duquel l'assuré a contribué lorsque la responsabilité de ce dernier est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil à propos de travaux de bâtiment et dans les limites de cette responsabilité.

Les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontages éventuellement nécessaires.

### 22.2.3 Montant des garanties

Montant des travaux TTC, indexé sur les indices du marché.

### 22.2.4 Franchises

Les garanties ci-dessus sont accordées aux constructeurs responsables sous déduction d'une franchise (indexée sur les indices du marché) par sinistre et par intervenant responsable dont le montant ne saurait excéder :

- Entreprises de gros œuvre fondation, structures, façades : 15 000 € ;
- Autres entreprises et notamment second œuvre et corps d'état techniques : 4 600 €.

## 22.3 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire devra fournir tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations, les documents listés par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000038318472/>

## 23. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SANTE ET SECURITE

Les dispositions de l'article 7 du CCAG-TRAVAUX sont applicables.

Par dérogation aux dispositions de l'article 7.2 du CCAG-TRAVAUX, en cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement, de la sécurité et de la santé en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par la personne publique afin de se conformer aux règles nouvelles, ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant, sauf si ces dispositions sont moins protectrices de l'environnement.

## 24. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la personne publique.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C 87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C 98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C 29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C 105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Par dérogation aux dispositions de l'article 6.2 du CCAG-TRAVAUX, en cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail plus favorable et/ou plus protectrice pour les salariés en cours d'exécution du marché, celle-ci sera applicable directement.

Le titulaire peut demander à la personne publique, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## 25. SOLIDARITE

Dans le cas où l'un des titulaires du marché est un groupement d'entreprises, le mandataire désigné à l'acte d'engagement est solidaire de chacun des cotraitants dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du pouvoir adjudicateur jusqu'à la date, définie au 1 de l'article 44 du CCAG Travaux, à laquelle ces obligations prennent fin.

Cette solidarité n'impose cependant pas au mandataire une exécution personnelle des travaux qu'il serait conduit à assumer en cas de défaillance d'un des cotraitants. Il est expressément autorisé à recourir à la sous-traitance, dans les conditions prévues au présent contrat.

Il est donc exonéré de l'obligation de justifier de sa capacité technique personnelle à réaliser l'ensemble des travaux dont il pourrait être appelé à répondre.

Ces dispositions s'appliquent à toutes entreprises (mandataire ou cotraitant) entre lesquelles existe un lien de solidarité.

Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs cotraitants, vis à vis du pouvoir adjudicateur, du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché. Il assure sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs en assurant les tâches d'ordonnancement et de pilotage des travaux.

## 26. DISPOSITIONS DIVERSES

Absence ou insuffisance de garantie :

- Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seraient à la charge du titulaire ;
- Le titulaire supporterait de même les surprimes éventuelles dues à une absence de qualification professionnelle reconnue.

La souscription par le maître d'ouvrage de polices d'assurance est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par les constructeurs et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et les constructeurs renoncent à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette police.

Ainsi, en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-dessus, l'attention des constructeurs est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

## 27. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les dispositions du chapitre 8 du CCAG-TRAVAUX sont applicables.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

## 28. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-TRAVAUX, le dernier article du présent CCAPC ne contient pas la liste récapitulative des articles dérogeant au CCAG-TRAVAUX.

Ces dérogations sont précisées pour chaque article concerné dans le présent CCAPC.